



# Potentiels et enjeux du crowdfunding dans les pays ACP

Jeudi 11.02.2021, 14:00- 15:30 CET

Implemented by

Time	Agenda
14:00-14:10	Discours de bienvenue et introduction <ul style="list-style-type: none"> <li>• Yasmine Galloul, Coordinatrice de projets, Expertise France</li> <li>• M. Escipi3n Joaqu3n Oliveira G3mez, Sous-secr3taire g3n3ral responsable du d3partement Transformation 3conomique structurelle et Commerce, OACPS</li> </ul>
14:10-14:15	Pr3sentation de la Facilit3 ICR <ul style="list-style-type: none"> <li>• Yasmine Galloul, Coordinatrice de projets, Expertise France</li> </ul>
14:15-14:40	Pr3sentation des conclusions de l'3tude sur le potentiel et les enjeux du crowdfunding dans les pays ACP <ul style="list-style-type: none"> <li>• Camille Costantini, Consultante en financement participative, MIPISE</li> </ul>
14:40-15:05	Table Ronde <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mazen Al Kassem, Expert Technique Entrepreneuriat &amp; Innovation, Expertise France</li> <li>• Eric Ntonfo, Pr3sident &amp; Fondateur de la plateforme de crowdfunding Fiatope</li> <li>• Thameur Hemdane, Directeur G3n3ral Afrikwity, Co-Pr3sident de Financement Participatif en Afrique</li> <li>• Alain Nkurikiye, Fondateur et Directeur de Wajenzi</li> </ul>
15:05-15:25	Questions et r3ponses
15:25-15:30	Support individuel offert par la Facilit3 ICR

Implemented by



# Mot de bienvenu

## M. Escipión Joaquín Oliveira Gómez

Sous-secrétaire général responsable du département Transformation économique structurelle et Commerce  
ORGANISATION DES ÉTATS D'AFRIQUE, DES CARAÏBES ET DU PACIFIQUE (OACPS)

Implemented by



# Facilité de réforme du climat d'investissement (ICR Facility)

<b>Financement</b>	UE, OACPS dans le cadre du 11e FED, avec le BMZ et le British Council
<b>Objectif</b>	Soutenir les pays et les institutions régionales des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique dans leur processus de dialogue public-privé afin de créer un climat d'investissement plus favorable et plus durable.

Une assistance technique pouvant aller jusqu'à 90 jours pour les interventions :

➤ Réforme de l'environnement des entreprises

➤ Environnement des entreprises pour durabilité

➤ Dialogue public-privé (PPD)

Les demandes doivent :

- viser à améliorer le climat des affaires et des investissements dans un pays ACP
- faire partie d'une stratégie plus large, d'un processus de réforme ou d'un mécanisme de PPD
- comporter un volet PPD
- Être remis par les organisations gouvernementales, les associations d'entreprises, les institutions financières de développement (IFD) et les délégations de l'UE dans les pays ACP

Implemented by





# Potentiels et enjeux du crowdfunding dans les pays ACP

ICReport 1 : série sur les financements innovants

Implemented by

# Présentation de l'étude

Ce rapport s'applique à définir les modalités d'usage du crowdfunding dans les pays membres de la zone ACP.

Une attention particulière a été portée au financement des petites et moyennes entreprises.

Ce rapport s'adresse principalement aux acteurs des politiques publiques des pays ACP ainsi qu'au vaste écosystème du crowdfunding et propose de répondre à la question suivante :

- Pourquoi les politiques publiques devraient engager des initiatives de promotion du crowdfunding ?

Ce rapport se compose de trois parties :

- Etat des lieux et définition du crowdfunding
- Pourquoi les politiques publiques des pays ACP devraient-elles œuvrer au développement du crowdfunding sur leur territoire ?
- Quelles recommandations pour soutenir l'utilisation du crowdfunding comme un service financier alternatif et complémentaire ?



Implemented by



# Etat des lieux et définitions du crowdfunding

Un aperçu du crowdfunding dans le monde et dans les pays ACP

Implemented by

# Le crowdfunding

## Crowdfunding

- Le Crowdfunding est un système de collecte de fonds en ligne, collectif et communautaire. Il exploite la puissance d'Internet et des médias sociaux pour permettre à des porteurs de projets de collecter des fonds auprès de réseaux personnels et professionnels, ainsi que des groupes géographiques et d'affinités. Ce capital peut prendre la forme d'une contribution, d'un investissement en capital ou d'un instrument de dette, qui offre des solutions de financement potentielles dans tous les secteurs et à tous les stades de développement des entreprises.

## Finance alternative

- La finance alternative regroupe un ensemble de processus et instruments financiers qui sont apparus en dehors du système financier traditionnel, tels que les banques et les marchés de capitaux réglementés. Le terme comprend de multiples outils tels que le crowdfunding, la solidarité embarquée, les cagnottes en ligne, l'affacturage, les fonds de prêts aux entreprises, les prêts à la consommation etc.

Implemented by



# Les différentes formes de crowdfunding

DON	PRÊT	INVESTISSEMENT
<p><b>DON SANS RECOMPENSE</b> Campagne de don menée par une personne morale ou physique, sans contreparties proposées aux donateurs.</p>	<p><b>PRET NON REMUNERE</b> Le contributeur est remboursé de sa mise de départ mais ne perçoit pas d'intérêt.</p>	<p><b>CAPITAL</b> Une entreprises lève des fonds auprès d'investisseurs particuliers en leur offrant en retour des parts du capital de la société en actions</p>
<p><b>DON AVEC RECOMPENSE</b> Campagne de don avec des contreparties symboliques bien souvent liées à la structure porteur du projet</p>	<p><b>PRET REMUNERE</b> Une entreprise bénéficie d'un crédit dans des délais raccourcis, avec un retour sur investissement pour le contributeur négocié en amont.</p>	<p><b>ROYALTIES</b> Un contributeur investit sans prendre part au capital de l'entreprise, en échange l'investisseur bénéficie d'un droit à un pourcentage du chiffre d'affaires développé par l'entreprise ou des ventes d'un produit</p>
<p><b>PRE ACHAT</b> Campagne de don assimilée à du pré achat , le donateur percevra une contrepartie</p>	<p><b>OBLIGATION</b> Titre financier émis directement par une entreprise qui recherche des fonds pour financer sa croissance ou un projet. Le contributeur perçoit des intérêts annuels fixes, négocié en amont.</p>	

# Une évolution timide du crowdfunding dans les pays ACP

Le crowdfunding est un véhicule d'investissement stratégique et complémentaire, notamment pour les entreprises en phase de démarrage, qui souffrent d'un manque de crédibilité auprès des financeurs traditionnels. Il permet de rassembler autour du porteur de projet une communauté fidèle et de tester l'appétence du marché pour le produit ou service vendu.

Pour les pays ACP, le crowdfunding propose une nouvelle voie à la formation d'un capital, pouvant réduire certainement problématiques dont l'isolement géographique, l'exclusion bancaire, la taille limitée des capitaux adressables etc.

## Exemple :

18 % des bénéficiaires de la finance alternative en Afrique n'ont accès à aucun service financier traditionnel et 60 % n'ont qu'un accès partiel aux services financiers de base, contre respectivement 1 % et 25 % aux États-Unis et 1 % et 5 % en Europe.

Le crowdfunding est un instrument adapté au financement des entreprises et peut être un outil d'inclusion entrepreneuriale.

Implemented by

## \$34 Milliards récoltés par des plateformes de crowdfunding dans le monde en 2017

Etats-Unis : 17,2 milliards de dollars

Asie : 10,54 milliards de dollars

Europe : 6,48 milliards de dollars

Amérique Latine : 85,74 millions de dollars

Océanie : 68,8 millions

Afrique : 24,16 millions

## Le potentiel du crowdfunding en ACP

Selon le rapport 2013 de la Banque mondiale intitulé "Crowdfunding's Potential for the Developing World", le crowdfunding pourrait représenter un potentiel de 93 milliards de dollars par an d'ici 2025 pour les pays en développement.

# Pourquoi œuvrer au développement du crowdfunding dans les pays ACP ?

Quelles opportunités économiques et sociales ?

Implemented by

# Un moteur économique et financier pour les entreprises

## Le financement par la Diaspora

- En 2019, les transferts de fonds envoyés par la diaspora africaine vers le continent ont atteint près de 70 milliards d'euros. Un montant qui représente presque autant que l'aide publique au développement et la part des investissements étrangers en Afrique.
- Le crowdfunding représente l'opportunité de mobiliser une partie de ces transferts de fonds et de proposer aux Diasporas un outil d'investissement numérique sécurisé pour le développement économique du territoire, la croissance des entreprises et la création d'emplois.

## Le financement B2B

- En 2019, le continent africain a connu une augmentation des investissements dans ses start-ups. Des domaines tels que l'agritech ou la santé demeurent à la marge, malgré leur impact social et économique. Le crowdfunding améliore la répartition des portefeuilles de fonds spécialisés et des grands groupes.
- Une entreprise disposant de liquidités excédentaires peut choisir d'investir dans un prêt ou dans le capital d'une entreprise. Les TPE/PME gagnent en visibilité, en fiabilité et améliorent leur situation financière. Le partenariat entre les entreprises renforce leur potentiel d'innovation et de compétitivité.



# Un support à l'inclusion financière

L'inclusion financière est au cœur des Objectifs de Développement Durable et vise à réduire les barrières d'exclusion financière et rendre le financement accessible à une population exclue ou mal desservie par les systèmes financiers conventionnels.

Le financement participatif peut accélérer l'inclusion financière :

- Il est accessible au plus grand nombre et élargit le cercle des investisseurs et des montants de collectes.
- Il permet à l'investisseur de sélectionner directement son opportunité d'investissement préférée, pouvant ainsi retenir des placements spécifiques conformes à ses propres valeurs et son appétence.
- Il propose une alternative aux problématiques d'isolement géographique de certaines régions et attire les investisseurs locaux, régionaux et internationaux, offrant ainsi de plus grandes possibilités de production locale et d'innovation.
- Il favorise l'usage d'outils digitaux et le déploiement de solutions de paiement alternatives : exemple du paiement mobile

Implemented by

# Le cas des entreprises sociales

Outre la redistribution de flux financiers vers le secteur économique et la croissance des entreprises, le crowdfunding est un puissant levier pour de multiples écosystèmes ayant besoin de financements complémentaires.

Parmi ces acteurs, les entreprises sociales sont représentatives des problématiques de financement rencontrées dans les pays ACP.

Entité essentielle à la collectivité, les entreprises sociales contribuent à la mise en œuvre de politiques publiques, notamment dans les États fragiles, en assurant des missions de service public et en restructurant les économies locales.

## Entreprises sociales et crowdfunding : quelles synergies possibles ?

Le British Council et Social Enterprise Ghana ont créé un groupe de travail pour encourager la création de plateformes de crowdfunding afin de financer les entreprises sociales ghanéennes.

Au Ghana, où le financement des entreprises sociales a toujours été considéré comme un défi majeur, l'accès au crowdfunding ouvre une fenêtre d'opportunités aux investisseurs pour investir dans des projets à impacts positifs et pour financer le capital des entreprises sociales.

Implemented by

# Un outil de démocratie participative

Une autorité publique peut activer une démarche de crowdfunding pour :

- Soumettre ses projets à la décision des habitants et encourager une politique participative
- Soutenir les acteurs locaux (entreprises, individus et associations) et promouvoir l'entrepreneuriat, la co-construction sociale et l'émergence de projets locaux innovants.

Le crowdfunding permet de placer le citoyen au cœur des enjeux du développement :

- En dynamisant l'économie locale et la réappropriation du territoire
- En canalisant l'épargne des particuliers vers des projets d'intérêt général (environnement, culture, patrimoine, éducation, sport, etc.)
- En contribuant à apporter une réponse solidaire en temps de crise.

Le Crowdfunding est un soutien supplémentaire pour les régions isolées, les situations de manque de visibilité et la recherche d'un soutien citoyen, collectif et solidaire, qu'il soit local ou international.

Implemented by

# Quelles limites du crowdfunding ?

Le crowdfunding reste un marché financier alternatif qui peut présenter des limites pour les porteurs de projets :

- Les plateformes sont sélectives, des projets peuvent se voir refuser l'accès à la collecte de fonds
- Le crowdfunding ne garantit pas que le projet d'entreprise trouvera des investisseurs
- Une collecte de fonds nécessite un investissement marketing et communication important

Les gouvernements du monde entier continuent de stimuler le crowdfunding, principalement en adoptant des cadres réglementaires spécifiques pour rassurer les investisseurs et lutter contre les tentatives de fraude et de blanchiment d'argent qui pourraient transiter par les plateformes numériques.

Dans le cadre d'une politique d'appropriation et de développement du crowdfunding dans les pays ACP, le sujet de la réglementation est une étape clé.

Implemented by



# Quelles approches pour soutenir l'usage du crowdfunding comme service financier alternatif et complémentaire ?

Implemented by

# Une recommandation réglementaire

Ce rapport s'applique à concentrer ses recommandations autour du sujet de la réglementation, une étape clé dans le développement du crowdfunding.

Dans les pays où le crowdfunding connaît une croissance durable, la mise en place de réglementations spécifiques régissant ses activités a été un facteur déterminant dans le développement du secteur et sa professionnalisation.

Pour les politiques publiques, le travail réglementaire doit s'accompagner de concertations avec les acteurs du secteur du crowdfunding, les autorités de contrôles et les financeurs traditionnels.

Un important travail de sensibilisation doit être réalisé par des experts du domaine, en amont de tout décret d'application.

Implemented by

Selon une étude menée par le GIZ et l'Union européenne en 2017 sur les fondements du crowdfunding et les principales pratiques internationales, les pays qui ont adopté des cadres réglementaires ont travaillé sur ces quatre domaines :

- Définition des instances réglementaires qui pourront approuver et contrôler les acteurs et les activités de crowdfunding.
- Définition des critères de mise en place des plateformes de crowdfunding en fonction de la nature de leurs activités.
- Définition des règles de protection des investisseurs (transparence, information équilibrée sur les risques, seuils, etc.).
- Définition des conditions liées à l'opération de financement (information, seuils limitant les opérations, etc.).

# Définition des instances régulatrices de l'activité

## L'exemple de la France

- Deux institutions principales ont été mandatées pour superviser l'utilisation du crowdfunding, l'ACPR (Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution) et l'AMF (Autorité des Marchés Financiers). Un troisième acteur, l'ORIAS, est chargé de répertorier toutes les plateformes légales de crowdfunding en France. Cette complémentarité réglementaire a permis de développer le marché sur l'ensemble du territoire et de gagner la confiance des porteurs de projets et des investisseurs.

## L'exemple du Maroc

- Face à la réticence des financeurs traditionnels, le Maroc a désigné la Banque centrale pour superviser les activités de crowdfunding au même titre que les banques. Un important travail de sensibilisation des banques est à mener sur la complémentarité du crowdfunding. Il est essentiel d'inclure les prêteurs traditionnels dans l'activité de crowdfunding et de valoriser les synergies potentielles entre les deux écosystèmes.

Implemented by

# Définition des critères de mise en place des plateformes

Les plateformes de crowdfunding sont l'élément clé du financement participatif. Les règles relatives à la fonction de la plateforme déterminent la bonne exécution du crowdfunding.

Le cas de l'Union européenne :

Entrée en vigueur en novembre 2020, le nouveau cadre européen pour le crowdfunding propose aux plateformes un régime de « Prestataires européens de services de financement participatif pour les entreprises », basé sur un statut de RTO et non sur un statut consultatif.

En France par exemple, une plateforme de crowdfunding peut fournir des recommandations sur mesure à un investisseur. La plateforme assiste l'investisseur, peut lui soumettre des avis et décide de sa capacité d'investissement.

Le statut de RTO supprime l'obligation pour les plateformes de soutenir et d'évaluer la capacité d'investissement des contributeurs. L'investisseur est autonome dans l'évaluation de sa capacité d'investissement.

Implemented by



# Définir des conditions liées à l'opération de financement

Le régulateur doit fournir à l'écosystème des règles spécifiques de protection des contributeurs, en fonction du véhicule d'investissement.

En France, une plateforme de crowdfunding opérant des instruments de dette ou d'équité doit soumettre un dossier spécifique à tout investisseur entrant, comprenant les étapes suivantes :

- Explication du processus
- Saisie des informations personnelles,
- Saisie du profil de l'investisseur (questionnaire d'adéquation soumis au gestionnaire de la plateforme pour validation),
- Téléchargement des pièces justificatives (KYC)
- Signature de l'accord de l'investisseur.

Une fois le dossier validé, l'investisseur accède aux projets portés par la plateforme de crowdfunding.

La plateforme de crowdfunding a un rôle essentiel à jouer dans la protection des investisseurs et la gestion des porteurs de projets. Il appartient aux pouvoirs publics de soutenir les plateformes pour assurer la croissance du marché et la pérennité du secteur.

Pour éviter toute forme d'abus et contrôler la dynamique du marché, la définition de seuils de collecte pour les porteurs de projets et les montants d'investissement accessibles aux contributeurs est une réflexion à prendre en compte dans le processus réglementaire.

Implemented by



# Potentiels et enjeux du crowdfunding dans les pays ACP

Table ronde

Implemented by

# Panel Discussion

- Mazen Al Kassem, Expert Technique Entrepreneuriat & Innovation, Expertise France
- Eric Ntonfo, Président & Fondateur de la plateforme de crowdfunding Fiatope
- Thameur Hemdane, Directeur Général Afrikwity, Co-Président de Financement Participatif pour l'Afrique
- Alain Nkurikiye, Fondateur et Directeur de Wajenzi

Implemented by



# Questions - Réponses

Merci de bien vouloir écrire votre question dans le Chat.

Implemented by



# Prochains événements dans la série des financements innovants

## Democratising access to social finance – Green and Social Enterprises in the Pacific and the Caribbean

Date et heure : 25.02.2021, de 21h à 22h CET

Langue : Anglais

Lien d'invitation et d'inscription dans le chat

## Les Prêts d'Honneurs : un instrument utile pour soutenir les entrepreneurs dans les pays ACP

Date et heure : 11.03.2021, de 14:00 – 15:30 CET

Langue : Français

Lien d'inscription dans le chat

Implemented by

# Cliniques de la Facilité ICR

## Soutien ciblé : sessions virtuelles et individuelles de soutien

- Éligibilité : acteur public ou privé basé dans un pays ACP
- Les créneaux seront attribués en fonction des disponibilités.
- L'aide respectera un équilibre régional dans l'ensemble des pays ACP.



Echangez  
directement avec  
nous et obtenez un  
soutien pour votre  
organisation

- Faites part de votre intérêt jusqu'au 25 février 2021 via [info@icr-facility.eu](mailto:info@icr-facility.eu)
- Indiquez vos organisation et les questions que vous souhaitez poser.



Implemented by